

REPUBLIQUE FRANCAISE

Rennes, le 01/07/2016

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE RENNES

3, contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES Cedex

Téléphone : 02.23.21.28.28

Télécopie : 02.99.63.56.84

1403690-4

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
9 h 00 à 12 h 30 - 13 h 30 à 16 h 15

Dossier n° : 1403690-4

(à rappeler dans toutes correspondances)

c/ MINISTERE DE LA

DEFENSE

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 23/06/2016 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE NANTES, 2 place de l'Edit de Nantes BP 18529 44185 NANTES CEDEX 4 d'une requête motivée **en joignant une copie de la présente lettre.**

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Enfin, si une demande d'aide juridictionnelle a été déposée, il vous appartient également de justifier de ce dépôt.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Greffier en Chef.
ou par délégation le Greffier,

NB Dans le seul cas où le jugement rendu vous accorde partiellement ou totalement satisfaction, vous avez la possibilité d'user de la disposition de l'article L. 911-4 du code de justice administrative, aux termes duquel : " En cas d'inexécution d'un jugement définitif, la partie intéressée peut demander au tribunal administratif qui a rendu la décision d'en assurer l'exécution ". Toutefois, en cas d'inexécution d'un jugement frappé d'appel, la demande d'exécution est adressée à la juridiction d'appel. Cette demande, sauf décision explicite du refus d'exécution opposé par l'autorité administrative, ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de **3 mois** à compter de la notification du jugement. Toutefois, en ce qui concerne les décisions ordonnant une mesure d'urgence, et notamment un sursis à exécution, la demande peut être présentée sans délai. En application de l'article R. 811-5 du code de justice administrative les délais supplémentaires de distance prévus à l'article R. 421-7 du même code s'ajoutent aux délais prévus ci-dessus.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE RENNES**

N° 1403690

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Alain Sudron
Président-rapporteur

Le tribunal administratif de Rennes

M. David Bouju
Rapporteur public

(4ème Chambre)

Audience du 26 mai 2016
Lecture du 23 juin 2016

60-04-03
C+

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés les 19 août 2014, et 15 mars 2016, M. _____
représenté par la société d'avocats Teissonniere Topaloff Lafforgue Andreu associés, _____
demande au tribunal, dans le dernier état de ses écritures :

1°) de condamner l'Etat, en tant qu'employeur, à lui verser, d'une part, la somme de 20 000 euros en réparation de son préjudice moral et, d'autre part, la somme de 15 000 euros, au titre du trouble dans les conditions d'existence, préjudices qui résultent de la carence fautive de l'Etat (ministère de la défense) à l'avoir exposé pendant de nombreuses années à l'inhalation de poussières d'amiante et aux rayonnements ionisants, sans aucun moyen de protection efficace ;

2°) d'assortir l'indemnisation des préjudices des intérêts de droit à compter de sa première demande d'indemnisation avec capitalisation de ces intérêts ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 2 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- le juge administratif est compétent pour connaître du litige opposant un ouvrier d'Etat, agent public, à la Direction des Construction Navales (DCN), son employeur, administration publique jusqu'en 2003, rattachée au ministère de la défense ;
- l'Etat employeur a failli à ses obligations en laissant, pendant de nombreuses années, les ouvriers et agents travaillant dans les ateliers de la Direction des constructions Navales (DCN) au contact des poussières d'amiante et aux rayons ionisants, sans aucune protection efficace, comme en attestent différents témoignages ; cette carence fautive est de nature à

engager sa responsabilité ; l'Etat employeur n'a pas mis en œuvre effectivement les mesures de protection qui lui incombait résultant notamment des prescriptions du décret n° 77-949 du 17 août 1977 ;

- en tant qu'ouvrier pyrotechnicien il a été aussi exposé aux rayonnements ionisants du 1^{er} octobre 1971 au 28 février 2001, sans bénéficier de mesures de protection efficace, au moins jusqu'en 1996 ; il conteste les résultats du bilan d'exposition réalisé a posteriori pour les périodes d'exposition ;

- devant la juridiction civile le ministère de la défense ne conteste plus la faute inexcusable du fait de l'exposition à l'amiante ;

- la cour administrative d'appel de Marseille, confirmant le tribunal administratif de Toulon, a jugé, s'agissant des installations de la DCN de Toulon, qu'il n'était pas contesté qu'aucune mesure particulière contre les poussières d'amiante n'avait été prise dans les ateliers concernés exposant ainsi à des conditions de travail dangereuses pour leur état de santé les ouvriers requérants, et que, dans ces conditions, l'Etat avait fait preuve d'une carence de nature à engager sa responsabilité ; par un arrêt du 27 juin 2012, sur le même contentieux, le Conseil d'Etat n'a pas admis le pourvoi du ministre de la défense ;

- l'exposition, notamment sur une longue durée, aux poussières d'amiante réduit l'espérance de vie des personnes concernées et peut provoquer chez elles de graves pathologies ;

- il bénéficie du régime spécial de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante du fait de la durée de son exposition aux poussières d'amiante ; le lien de causalité entre la carence fautive de l'Etat et ses préjudices est constitué ;

- les différentes pièces produites par le ministre de la défense (décisions et notes de la direction de la DCN de Brest relatives à la protection de salariés contre l'amiante) ne permettent pas d'établir que l'employeur ait pris les mesures nécessaires pour protéger efficacement les ouvriers d'une contamination à l'amiante et d'une exposition aux rayons ionisants, et de vérifier la réalité et l'efficacité de leur mise en œuvre ;

- il est dans une situation d'inquiétude permanente (anxiété), craignant d'apprendre qu'il est atteint d'une grave maladie ; il demande une indemnisation à hauteur de 20 000 euros pour son préjudice moral au titre de l'exposition à l'amiante ;

- il sollicite la réparation du trouble dans les conditions d'existence causé par la faute de l'administration à hauteur de 15 000 euros : il fait l'objet d'un protocole de surveillance médicale, en application de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale, le soumettant à un examen médical et radiologique du thorax tous les deux ans, au titre de l'exposition à l'amiante ;

- l'administration, par les documents qu'elle a produit, ne justifie pas la mise en œuvre effective des mesures de prévention et de protection contre l'exposition aux poussières d'amiante qu'il a dû subir au cours de sa carrière dans les différents ateliers de la DCN de Brest ; au-delà des déclarations de principe et des décisions, il n'est pas prouvé l'application effective des mesures prévues, et les pièces versées au dossier ne permettent pas de vérifier le respect par l'Etat employeur de ses obligations ;

- la responsabilité de l'Etat employeur est engagée pour l'avoir laissé exposé sans mesures de prévention et de protection aux rayonnements ionisants, comme indiqué dans ses écritures ; il a droit à être indemnisé des préjudices qu'il subit en résultant.

Par un mémoire en défense, enregistré le 22 février 2016, le ministre de la défense indique s'en remettre à la sagesse du tribunal s'agissant de la mise en cause de la responsabilité de l'Etat (DCN de Brest) concernant les mesures de protection de ses agents contre les poussières d'amiante, et conclut, s'agissant de l'exposition aux rayonnements ionisants, compte tenu des doses en millisieverts (mSv), telles qu'indiquées, très en deçà des limites admises, reçues par le requérant, que ce dernier n'est pas fondé à se prévaloir des préjudices qu'il invoque.

Il soutient que :

- de nombreux documents, dont il joint copie de certains, font état des mesures de protection mises en œuvre par la DCN de Brest dès 1976 contre les poussières d'amiante à destination des agents exposés (prévention, mesures individuelles et collectives) ;
- dès 1976, à Brest, une réflexion a été engagée sur la possibilité de substituer d'autres produits à l'amiante, et cette action s'est poursuivie, notamment en 1980, par la mise en place, et d'un suivi des travaux pour lesquels l'amiante est encore utilisée, et de matières de substitution ;
- le requérant n'est donc pas fondé à affirmer qu'aucune mesure de protection n'a été prise, notamment pour l'application du décret n° 77-949 du 17 août 1977, eu égard aux consignes données pour sa mise en œuvre sur le site de Brest ; de plus la DCN de Brest a veillé à mettre de suite en œuvre les dispositions du décret n° 87-232 du 27 mars 1987 modifiant le texte précédent ;
- le Conseil d'Etat a jugé que, si les mesures adoptées à partir de 1977 étaient insuffisantes à éliminer le risque de maladie professionnelle liée à l'amiante, elles ont néanmoins été de nature à le réduire en interdisant l'exposition au-delà d'un certain seuil et imposant aux employeurs de contrôler la concentration en fibres d'amiante (CE, 09-11-2015, n° 342468) ;
- si, selon un document du ministère, environ 90 % de maladies liées à l'amiante déclarées concernent les agents de la DCN, le pic constaté à la fin des années 90 décroît fortement à partir de 2007 et davantage depuis 2012 ;
- aucune conséquence épidémiologique sur la santé n'est décelée en dessous d'une exposition corps entier de 150 à 200 mSv ; les relevés dosimétriques de l'intéressé indiquent des doses de mSv très sensiblement inférieures à ce niveau.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code civil ;
- le code du travail ;
- le code de la sécurité sociale ;
- la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998, et notamment son article 41 ;
- le décret n° 77-949 du 17 août 1977 modifié ;
- le décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié ;
- le décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001 ;
- le décret n° 2001-1269 du 21 décembre 2001 ;
- l'arrêté du 28 février 1995 pris en application de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale fixant le modèle type d'attestation d'exposition et les modalités d'examen dans le cadre du suivi post-professionnel des salariés ayant été exposés à des agents ou procédés cancérogènes ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Sudron,
- les conclusions de M. Bouju, rapporteur public,
- et les observations de Me Macouillard, représentant M.

1. Considérant que M. _____ ouvrier d'Etat au sein de la Direction des Constructions Navales (DCN) de Brest du 16 septembre 1963 au 28 février 2001 en qualité d'ajusteur puis de pyrotechnicien, demande la condamnation de l'Etat, en tant qu'employeur, à l'indemniser du

préjudice moral et du trouble dans les conditions d'existence qu'il estime subir, résultant de sa carence fautive à l'avoir exposé aux poussières d'amiante et aux rayonnements ionisants durant toute sa carrière au sein des ateliers de la DCN de Brest sans que ne soient mises en œuvre de mesures de protection efficace entendue comme effective ;

Sur la responsabilité :

2. Considérant que l'Etat employeur avait une obligation générale d'assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs placés sous sa responsabilité, et, à cet effet, de veiller à la mise en œuvre, d'une part, des règles d'hygiène et de sécurité propres à les soustraire au risque d'exposition aux poussières d'amiante, et, d'autre part, des mesures administratives et techniques permettant la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles liés à l'exposition aux rayons ionisants (notamment : évaluation des risques par analyse des postes de travail, des doses susceptibles d'être reçues pour toute opération envisagée ; définition des zones de travail selon les sources de rayonnements ; classement des personnels selon leur degré d'exposition aux rayons ionisants ; suivi et surveillance médicale des personnes potentiellement exposées ; contrôles techniques de radioprotection sur les sources et appareils émetteurs et d'ambiance des locaux de travail ; information des travailleurs potentiellement exposés) ;

En ce qui concerne l'exposition aux poussières d'amiante :

3. Considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction, et notamment des pièces produites par le ministre de la défense, qu'au moins dès la fin de l'année 1976, sur le site de Brest, la Direction des constructions et armes navales (DCAN), devenue DCN puis DCNS, a prévu la mise en œuvre de mesures visant au remplacement de l'amiante par des matières moins toxiques (notamment en ce qui concerne les matelas d'amiante et les produits de calorifugeage), ainsi qu'à une protection collective et individuelle des agents exposés aux poussières d'amiante, plus particulièrement dans les cas de travaux sur matériaux composés d'amiante concernant certains chantiers (procédures à suivre, protections à revêtir, autres mesures à cet effet) ; que différentes notes de la direction du site ont par ailleurs fixé les dispositions à suivre pour la protection des travailleurs exposés, prévu les mesures de prélèvement d'air et de contrôle de la densité d'amiante par rapport au seuil à ne pas dépasser, selon la réglementation applicable, et aussi rappelé les examens médicaux réglementaires auxquels doivent se soumettre les agents concernés ; que, s'agissant de la situation de l'agent, l'attestation d'exposition aux poussières d'amiante le concernant, établie par son employeur le 15 juin 2004, rappelle les mesures et équipements de protection individuelle et collective existants disponibles (sont notamment visées à cet effet les notes de la direction n° 1406 du 12 février 1979 et n° 10 du 27 janvier 1981) durant son activité que ce soit au sein de l'Atelier des Machines, et au sein de la Pyrotechnie Ile Longue, ainsi qu'au cours de travaux en coactivité dans un environnement ayant pu être pollué par les poussières d'amiante ou dans des locaux contenant des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante (chrysotile) ; que la durée d'exposition est fixée pour des périodes allant du 16 septembre 1966 au 6 octobre 1969, du 1^{er} janvier 1971 au 1^{er} juillet 1993, et du 25 novembre 1993 au 28 février 2001 ; que ce même document mentionne, en outre, parmi les notes relatives à la sécurité des ouvriers exposés aux poussières d'amiante, outre celles du 9 décembre 1950, relative au port du masque et à d'autres protections, du 28 novembre 1980, récapitulant les mesures de préventions mises en œuvre, la décision n° 405 du 14 novembre 1977 du directeur du site, actualisée depuis, prise pour l'application du décret n° 77-949 du 17 août 1977 susvisé, relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante, laquelle décision a pour objet la mise en œuvre des mesures prescrites par ce décret aux personnels exposés à l'action des poussières d'amiante au sein des locaux et ateliers de la Direction des constructions et armes navales de Brest ; que cette dernière décision, après avoir énoncé les personnels et travaux concernés, détaille notamment les modalités de contrôle de l'empoussièrément des lieux de travail, les mesures de sécurité à respecter lors du travail au contact

de l'amiante, ainsi que les actions, dispositions et moyens de protection collective et individuelle à mettre en application en présence de poussières d'amiante, et auxquelles doivent veiller les différents responsables d'ateliers et de chantiers ;

4. Considérant, d'autre part, que, si effectivement, eu égard à ce qui vient d'être indiqué, M. _____ ne peut alléguer que son employeur n'ait pris aucune décision ou mesure de protection tant individuelle que collective ainsi que de prévention, en le laissant alors exposé sans protection aux poussières d'amiante durant sa carrière professionnelle au sein des installations et ateliers de la DCN de Brest, il ne résulte toutefois pas de l'instruction, et le ministre de la défense ne l'établit pas, que les obligations qui incombait à l'Etat en tant qu'employeur, notamment après la publication du décret précité du 17 août 1977 et des prescriptions postérieures qui l'ont complété, et ce nonobstant les instructions et notes rappelées plus haut, aient été effectivement mises en œuvre et reçu concrètement exécution au sein des ateliers, chantiers et structures de la DCN de Brest où a travaillé l'intéressé, notamment pour ce qui concerne les mesures de contrôles mensuels ou trimestriels d'empoussièrément et de concentrations moyennes en fibres d'amiante, les modalités de réalisation des travaux dans les cas où le personnel était exposé à l'inhalation de poussières d'amiante, ainsi que la mise en place de systèmes adéquats de ventilation, M. _____ produisant par ailleurs des témoignages mentionnant des conditions d'exposition aux poussières d'amiante sans moyens de protection adaptée ou appropriée pour des agents ayant travaillé au sein d'ateliers ou chantiers où il a pu exercer ses fonctions ;

5. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'Etat employeur doit être regardé comme ayant fait preuve, dans ces conditions, d'une carence fautive dans la mise en œuvre effective, obligation qui lui incombait, des mesures de protection contre les poussières d'amiante auxquelles M. _____ a pu être exposé durant sa carrière au sein des différents ateliers de la DCN de Brest ; que cette carence est de nature à engager sa responsabilité, alors qu'il n'est pas démontré ni même soutenu l'existence d'une cause d'exonération ; que le ministre, qui s'en remet à la sagesse du tribunal, ne conteste d'ailleurs pas vraiment la mise en jeu de la responsabilité de l'Etat employeur sur ce point ;

En ce qui concerne l'exposition aux rayonnements ionisants :

6. Considérant que, selon attestation de la DCN de Brest du 5 septembre 2005, M. _____ en tant que pyrotechnicien, est intervenu sur les systèmes d'armes de dissuasion nucléaire (ogives nucléaires des missiles balistiques de sous-marins) du 1^{er} janvier 1971 au 30 juin 1993 et du 25 novembre 1993 au 28 février 2001 ; qu'il n'est pas contredit en défense que jusqu'en 1996 l'intéressé n'a bénéficié d'aucune protection contre les risques afférents aux rayonnements ionisants, ni d'une information sur les dangers encourus, ni d'une surveillance dosimétrique et médicale radiobiologique particulière, en tant que personne potentiellement exposée, en méconnaissance des obligations incombant à l'employeur telles que mentionnées au point 2 ; que ces carences sont de nature à engager la responsabilité de l'Etat employeur à l'égard de M. _____, le ministre, dans ses écritures en défense, ne contestant d'ailleurs là non plus le principe de cette responsabilité ;

Sur l'indemnisation des préjudices :

7. Considérant que M. _____ a droit à l'indemnisation des préjudices qu'il subit, qui sont certains et résultent directement de la carence fautive de l'Etat ;

En ce qui concerne l'exposition aux poussières d'amiante :

8. Considérant qu'est établi de façon statistiquement significative le lien entre une exposition suffisamment longue d'un travailleur aux poussières d'amiante et la baisse de son

espérance de vie ; que la reconnaissance de ce lien par le législateur a d'ailleurs été à l'origine de la mise en place de deux dispositifs d'indemnisation fondés sur la solidarité nationale : le premier, s'agissant des travailleurs effectivement tombés malades, par le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) et, le second, pour ce qui est de tous les travailleurs, par le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (FCVAATA) permettant l'attribution de l'ACAATA ; que, toutefois, si les études statistiques générales établissent effectivement le lien entre une exposition suffisamment longue d'un travailleur aux poussières d'amiante et son espérance de vie ainsi que le risque de contracter une maladie grave, elles ne suffisent pas, à elles seules, à établir le préjudice moral et les troubles dans les conditions d'existence invoqués par le requérant du seul fait d'une diminution probable de son espérance de vie ou de la possible atteinte d'une telle maladie ; qu'il appartient alors au requérant d'apporter des éléments complémentaires probants relatifs à sa situation personnelle ;

Quant au préjudice moral :

9. Considérant qu'il résulte de l'instruction que M. _____ qui certes ne justifie pas bénéficier du dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante prévu par le décret susvisé du 21 décembre 2001, relatif à l'attribution de l'ACAATA à certains ouvriers de l'Etat relevant du ministère de la défense, ni d'un suivi médical post-professionnel prévu par l'arrêté susvisé du 28 février 1995 en application de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale, compte-tenu de la durée assez longue d'exposition aux poussières d'amiante qu'il a subie, telle que rappelée plus haut, notamment dans l'attestation d'exposition de son employeur, et eu égard également aux attestations qu'il produit, émanant de certains de ses proches vit dans la crainte de découvrir subitement qu'il est atteint d'une pathologie grave, alors même que son état de santé ne s'accompagne pour l'instant d'aucun symptôme clinique ou manifestation physique ; qu'il subit à ce titre un préjudice moral ; que ce préjudice, sans que ne soit nécessairement caractérisé un état pathologique d'anxio-dépression, est en lien suffisamment direct et certain avec la carence fautive de l'Etat ;

Quant au trouble dans les conditions d'existence :

10. Considérant que M. _____ ne justifie, ni faire l'objet d'un protocole de surveillance médicale, en application de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale, dont la fréquence éventuelle des contrôles serait telle qu'elle entraîne pour lui un trouble dans ses conditions d'existence, ni éprouver une détresse telle qu'elle témoigne d'une perte d'élan vital accompagnée de perturbation dans son projet de vie ;

En ce qui concerne l'exposition aux rayonnements ionisants :

11. Considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction que l'administration a procédé en 1997 à la reconstitution a posteriori du bilan dosimétrique de M. _____, et pour les années 1983 à 1996 (missiles M 4), et pour les années 1976 à 1990 (notamment missiles M 20) ; que, pour l'intervention sur les missiles M 4, l'estimation de dose cumulée annuelle a été établie au maximum, pour une année, à 7,6 millisieverts (mSv) ; que, s'agissant des opérations concernant la seconde période, le bilan a conclu à un cumul annuel ne dépassant pas 2 mSv, le service de protection radiologique des Armées précisant que le cumul vie de dose efficace en exposition externe est de 11,921 mSv ; que, si le requérant conteste les valeurs des doses cumulées en question, dès lors qu'elles résulteraient d'estimations assorties d'aucune explication, il a cependant signé et approuvé les documents y afférant ; que les mesures ainsi établies, même en ajoutant les deux types d'opération auxquelles a participé M. _____, demeurent sensiblement inférieures à la limite à ne pas dépasser pour des travailleurs adultes exposés, qui est de 20 mSv/an (corps entier) sur douze mois consécutifs ;

12. Considérant, d'autre part, que, si le ministre indique, que dans ces circonstances, M. _____ n'est pas fondé à se prévaloir d'un préjudice dû à l'exposition aux rayonnements ionisants, au regard des doses de mSv indiquées, il résulte toutefois de l'instruction qu'une exposition prolongée, même à faible dose, peut avoir des effets dangereux et amener à développer des pathologies notamment de type cancérogène ; que le requérant indique sur ce point que cinq anciens ouvriers de l'Etat, ayant travaillé, comme lui, à l'Ile Longue, ont contracté une leucémie, reconnue comme étant consécutive à la faute inexcusable de l'employeur, et qu'un sixième a été victime d'une cataracte imputable au service ;

13. Considérant que, dans ces conditions, M. _____ est fondé à demander la condamnation de l'Etat à l'indemniser du préjudice moral d'anxiété résultant de la carence fautive de l'Etat employeur à l'avoir exposé irrégulièrement aux rayonnements ionisants, anxiété au demeurant justifiée par des témoignage de ses proches, l'intéressé ne justifiant pas, par ailleurs, d'un trouble dans les conditions d'existence ;

14. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que M. _____ est seulement fondé à demander la condamnation de l'Etat à l'indemniser du préjudice moral d'anxiété résultant de son exposition aux poussières d'amiante et aux rayons ionisants ; que, dans les circonstances particulières de l'espèce, il sera fait une juste appréciation de ce préjudice en l'évaluant au principal à la somme de 10 000 euros ;

Sur les intérêts et la capitalisation des intérêts :

15. Considérant que M. _____ a droit aux intérêts au taux légal sur la somme de 10 000 euros qui lui est due à compter de la date de réception par le ministre de la défense de sa demande préalable du 27 janvier 2014 ; que la capitalisation des intérêts a été demandée dans la requête enregistrée le 19 août 2014 ; qu'à cette date il n'était pas dû une année d'intérêts ; que, par suite, les intérêts échus à compter de la date anniversaire de la réception par le ministre de la demande indemnitaire préalable du 27 janvier 2014, puis à chaque échéance annuelle à compter de cette date, seront capitalisés à chacune de ces dates pour produire eux-mêmes intérêts ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

16. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 800 euros au titre des frais exposés par M. _____ et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : L'Etat est condamné à verser à M. _____ la somme de 10 000 euros. Cette somme portera intérêts à compter de la date de réception par le ministre de la défense de la demande préalable du 27 janvier 2014. Les intérêts échus à compter de la date anniversaire de cette réception, puis à chaque échéance annuelle à compter de cette date, seront capitalisés pour produire eux-mêmes intérêts.

Article 2 : L'Etat versera à M. _____ la somme de 800 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à M. _____ et au ministre de la défense.

Délibéré après l'audience du 26 mai 2016, où siégeaient :

M. Sudron, président,
M. Vennégues, premier conseiller,
Mme Gourmelon, première conseillère.

Lu en audience publique le 23 juin 2016.

Le président-rapporteur,

L'assesseur le plus ancien.

signé

signé

A. SUDRON

P. VENNÉGUÈS

Le greffier,

signé

N. JOSSERAND

La République mande et ordonne au ministre de la défense en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

